

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°7 2024

### Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Expansion des relations commerciales avec l'Iran ;
- ❖ **Bangladesh** : Les intérêts sur la dette extérieure bangladaise en forte hausse ;
- ❖ **Bhoutan** : Réduction des revenus liés à l'hydroélectricité en 2023 ;
- ❖ **Inde** : Forte croissance affichée du PIB réel au T3 2023/2024, à 8,4% sur la période octobre-décembre 2023 ;
- ❖ **Maldives** : Forte baisse des réserves de change en 2023 ;
- ❖ **Népal** : Déficit commercial du Népal ;
- ❖ **Pakistan** : L'Agence de notation Moody's international maintient la note à long terme du Pakistan à Caa3, avec des perspectives stables ;
- ❖ **Sri Lanka** : Nouvelle stratégie du Président de la République en faveur du développement économique et des investissements en infrastructure ;

LE CHIFFRE A RETENIR

**8,4%**

Croissance affichée du PIB réel indien au T3 2023-24

# Afghanistan

## Expansion des relations commerciales avec l'Iran

Selon les données du ministère de l'Industrie et du Commerce, les échanges commerciaux entre l'Afghanistan et l'Iran ont atteint 1,8 Md USD au cours des onze derniers mois de l'année 1402 (année solaire). Cependant, sur cette somme, seulement environ 30 M USD correspondent aux exportations de l'Afghanistan, englobant des produits tels que le coton, les raisins secs et les amandes. En parallèle, les importations en provenance d'Iran incluent des produits comme le pétrole et d'autres biens de consommation.

D'autre part, l'Association afghane de la Chambre de commerce et d'investissement (ACCI) a mis en avant que les droits de douane élevés imposés par l'Iran constituent l'un des facteurs principaux contribuant à la diminution des exportations vers ce pays. Parallèlement, plusieurs entrepreneurs ont souligné la nécessité de faciliter le commerce avec l'Iran pour pouvoir développer les affaires avec l'Inde et la Chine via le port de Chabahar.

Récemment, une délégation iranienne a effectué une visite en Afghanistan pour discuter des investissements iraniens dans le pays, du développement du commerce, et de la création d'une chambre de commerce commune entre l'Afghanistan et l'Iran.

# Bangladesh

## La Banque centrale met en place des procédures de swap de devises à cours préférentiel avec les banques commerciales, ce qui lui a permis de récupérer 600 M USD en trois jours

Toujours confrontée à la difficulté de reconstituer ses réserves de devises étrangères, la Bangladesh Bank a publié en février une nouvelle circulaire mettant en place un nouveau schéma de swap de devises entre la Banque centrale et les banques commerciales. Selon cette circulaire, les banques peuvent échanger leurs dollars en takas au taux préférentiel de 110 Tk par USD contre 109,5 Tk au taux de change actuel. Les intérêts générés seront également bien plus faibles que le taux directeur actuel (8,0%) à environ 2,7% à ce jour. Les maturités peuvent varier entre 7 et 90 jours.

En trois jours, la Banque Centrale a ainsi collecté 588 M USD de la part de douze banques. De nombreuses banques, en particulier la finance islamique, disposent de réserves en dollars, grâce à des transferts de migrants, mais font dans le même temps face à des problèmes de liquidité croissants en monnaie locale.

Ce swap de devise reposant sur une maturité de court-terme, ces réserves ne seront pas incluses dans les réserves nettes au sens du FMI. Elles devraient néanmoins fluidifier les transactions en devises.

## L'exécution des programmes de développement au plus bas en 2023-24

En sept mois, sur la période de juillet 2023 à janvier 2024, le taux d'exécution des programmes de développement (*Annual Development Plan* – ADP) a atteint seulement 27,1% du budget annuel, contre 28,1% sur la même période en 2022-23 ou encore 34,4% en 2018-19. Il s'agit du plus mauvais résultat depuis au moins 14 ans, soulignant les difficultés dans la mise en œuvre des projets.

Pour les quelque 1400 projets inclus dans l'ADP, près de 745 Mds Tk (7 Mds EUR) ont été dépensés à date. Les conditions économiques, en particulier liées à la pénurie de devises étrangères ainsi que des coûts de construction élevés dans un contexte de forte inflation expliquent en partie ces retards accrus.

Cette année, les crédits fléchés vers l'ADP ont progressé deux fois moins vite que le budget (+7% contre +15%) et reviennent ainsi à 5,3% du PIB, au plus bas depuis au moins une dizaine d'années. L'ADP est principalement dirigé vers le secteur du transport et des communications (27%), l'éducation et technologie – y compris la centrale nucléaire de Rooppur (16,8%) et le développement rural (15%).

## Pour réduire ses subventions, le gouvernement décide d'augmenter le prix de l'électricité

Le gouvernement bangladais a décidé d'augmenter les prix de l'électricité d'environ 8% à partir de mars 2024, soit un passage de 4 à 4,34 Tk/kWh pour le tarif le plus faible. Cette décision intervient quelques jours après l'annonce indiquant que le prix du gaz pour les producteurs d'électricité devrait être relevé d'environ 5%. Ces mesures s'expliquent par une volonté de s'aligner sur la hausse des prix du pétrole et de diminuer des subventions qui se sont fortement accrues en raison de la hausse des coûts des matières premières énergétiques et surtout de la dépréciation du Taka.

À partir de mars, le gouvernement devrait par ailleurs mettre en œuvre une révision automatique des prix des produits énergétiques, en ligne avec le programme du FMI en cours. Pour l'année budgétaire 2023-2024, le montant des subventions pour l'électricité devrait s'élever à 4 Mds USD.

En 2022-23, la distribution d'1 kWh coûtait environ 11,5 Tk (contre 9,0 Tk un an auparavant) et était payé en moyenne 7,8 Tk par les consommateurs.

## Les intérêts sur la dette extérieure bangladaise en forte hausse

Les intérêts sur la dette extérieure du Bangladesh ont plus que doublé au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire en cours, dans un contexte de forte hausse des prêts étrangers au cours de la dernière décennie et de l'augmentation des taux sur les marchés. Entre juillet 2023 et janvier 2024, le gouvernement bangladais a dépensé 760 M USD d'intérêts sur sa dette extérieure, contre 365 M USD en glissement annuel. Si les taux d'intérêt internationaux demeurent à ces niveaux élevés, le gouvernement prévoit de payer environ 1,2 Md USD d'intérêts d'ici la fin de l'exercice fiscal, contre 944 M USD en glissement annuel et 469 M USD deux ans auparavant.

Cette augmentation des paiements d'intérêts peut être attribuée à la volatilité récente des taux au niveau mondial et à l'accumulation croissante de prêts étrangers, dont beaucoup ont été contractés à des taux d'intérêt flottants élevés, au cours des dernières années. En effet, le gouvernement a emprunté 10 Mds USD sur l'exercice budgétaire 2022-23, dont 2,5 Mds USD représentaient des prêts non-concessionnels.

Ces derniers augmentent progressivement, notamment car la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) et la Banque mondiale prêtent de plus en plus au Bangladesh à des taux de marché depuis l'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2015.

## Bhoutan

### Réduction des revenus liés à l'hydroélectricité en 2023

Les revenus générés par six centrales hydroélectriques, à savoir la centrale hydroélectrique de Bassochohu (BHP), la centrale hydroélectrique de Chhukha (CHP), la société hydroélectrique de Dagachhu (DHPC), la centrale hydroélectrique de Kurichhu (KHP), la centrale hydroélectrique de Tala (THP) et la centrale hydroélectrique de Mangdechhu (MHP) ont diminué de 39 M USD en 2023. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction des recettes d'exportation, qui se chiffrent à environ 35 M USD en 2023, comparativement à 48 M USD en 2022.

En effet, l'année 2023 a connu des revenus provenant de la production d'hydroélectricité atteignant environ 287 M USD, englobant les ventes à l'exportation, contre environ 326 M USD en 2022.

## Inde

### Indicateurs macroéconomiques

Forte croissance affichée du PIB réel au T3 2023/2024, à 8,4% sur la période octobre-décembre 2023 ; la valeur ajoutée produite augmente cependant moins vite qu'au trimestre précédent, de 6,5% contre 7,7%

Alors que le consensus de marché tablait sur un fléchissement de la croissance à 6,6% au T3 2023/2024, dans la perspective des élections générales d'avril-mai 2024, celle-ci s'est inscrite à 8,4% en glissement annuel. L'organisme statistique a par ailleurs révisé en hausse la croissance du PIB enregistré au premier semestre, de 7,7% à 8,1%. Dans le même temps, la progression de la valeur ajoutée produite a fléchi, revenant de 7,7 % au T2 2023/2024 à 6,5% au T3 2023/2024, en ligne avec les prévisions. Dans l'optique de la production, le PIB étant la somme algébrique de la valeur ajoutée produite et des impôts sur les produits nets (impôts -subventions), c'est ce dernier poste qui explique l'écart entre le consensus de marché et la croissance effective du PIB. Les impôts sur les produits nets ont en effet augmenté fortement, de 32% sur la période, expliquant l'écart avec la dynamique de la valeur ajoutée produite.

La croissance a été tirée par l'investissement, en lien avec le programme de relance gouvernemental par les infrastructures, une reprise de l'investissement privé des entreprises et de l'investissement-logement. La consommation des ménages continue de croître de manière modérée, de 3,5% en g.a., contre 2,4% au trimestre précédent. La consommation des administrations publiques, qui avait enregistré une forte croissance de 14% au trimestre précédent, se contracte de 3% sur la période sous revue, en raison des contraintes budgétaires de l'État.

Dans l'optique de la valeur ajoutée produite, la croissance a été tirée par l'industrie (le secteur manufacturier et la construction ont crû respectivement de 11,6% et 9,5%, à un rythme toutefois moindre qu'au trimestre précédent et par les services, qui enregistrent une progression de 7%. En revanche, la valeur ajoutée produite par le secteur agricole se contracte de 0,8% au T3, en liaison avec une pluviométrie irrégulière, après une progression ténue de 1,6% au trimestre précédent.

Au vu de ces évolutions, il est probable que le Comité de politique monétaire de la RBI différera l'inflexion de sa politique monétaire et la séquence de baisse des taux directeurs attendue, même si les tendances de fond, reflétées par la dynamique de la valeur ajoutée, accèdent le ralentissement à l'œuvre de l'économie.

## Hausse de la production et des exportations de défense

Le ministre de la Défense indien a déclaré que la production du complexe militaro-industriel du pays et les exportations de défense seraient toutes deux multipliées par trois au cours des cinq prochaines années. Le Ministre a également souligné que la production du complexe militaro-industriel avait dépassé pour la première fois les 12 Mds USD au cours de l'année budgétaire 2022/23.

L'Inde figure désormais parmi les 25 premiers pays exportateurs d'armes. Ses exportations de défense sont passées de moins de 120 M USD (en 2016/17) à 2 Mds USD par an. Le ministère de la Défense prévoit ainsi que la production annuelle du secteur atteindra 36 Mds USD et les exportations 6 Mds USD d'ici l'année budgétaire 2028/29.

Le budget alloué à la défense pour l'année budgétaire 2024/25 s'élève à environ 75 Mds USD. Le ministre a encouragé les jeunes professionnels à créer de nouvelles entreprises axées sur la défense, citant des domaines prioritaires tels que l'intelligence artificielle, le quantique, les armes intelligentes, la cyberguerre et la défense spatiale.

## Publication de l'enquête 2022/2023 sur les dépenses de consommation des ménages

Le Ministère des Statistiques a dévoilé les premières conclusions de l'enquête sur les dépenses de consommation des ménages réalisée entre août 2022 et juillet 2023. Elle porte sur des données collectées auprès de 261 746 ménages répartis entre 8723 villages et 6115 blocs urbains, sur la période août 2022-juillet 2023. La publication complète de l'étude est prévue pour le mois de juillet.

Il s'agit d'une publication importante puisque c'est la première fois depuis 2011-12 que des données aussi précises, rendant compte de la réalité terrain des ménages, sont publiées, et ce d'autant plus que le recensement décennal, prévu en 2021, n'est toujours pas évoqué par les autorités.

Menée tous les cinq ans par le *National Sample Survey Office* (NSSO), les résultats de la dernière enquête sur la consommation de 2017-18, ainsi que ceux d'une enquête similaire sur l'emploi, ont été rejetés par le gouvernement, qui a invoqué des "problèmes de qualité" des données. L'enquête en question n'avait en réalité pas été publiée parce qu'elle rendait compte des effets délétères de la démonétisation de 2016 sur l'économie, et de l'entrée en vigueur ultérieure de la taxe sur les biens et services (GST).

Dans ce contexte, il convient d'interpréter avec prudence les résultats de l'enquête 2022-23.

Les résultats de l'enquête récemment publiée font ainsi état de dépenses de consommation mensuelles (MPCE) de 3773 INR (45,5 USD) par habitant en zone rurale contre 6459 INR en zone urbaine (77,9 USD). La part des dépenses alimentaires représente respectivement 46 % et 39 % de ce montant, pour les ménages ruraux et urbains, en 2022/23 contre 53% et 43% respectivement onze ans auparavant. Cette diminution, qui entraînera notamment une révision de la pondération des dépenses de consommation alimentaires dans l'IPC, est en partie imputable aux programmes de distribution gratuite ou à faible prix de produits alimentaires, céréales notamment, dont les ménages ruraux sont les principaux bénéficiaires.

Les dépenses de consommation mensuelles ont donc augmenté en moyenne nominalement de 9,2 % par an pour les ménages ruraux contre et 8,5 % pour les ménages urbains, comparativement à la précédente enquête de 2011/12. Ces chiffres sont toutefois à relativiser, compte tenu de l'inflation élevée sur la période, à 6,0 % en moyenne annuelle. Aussi, ils sont probablement amplifiés par l'effet rebond de la consommation, après deux années de restrictions dues à la pandémie.

## Maldives

### Forte baisse des réserves de change en 2023

Au terme d'une période d'expansion, les réserves de change des Maldives culminaient à 984,9 M USD en 2020. Malgré une légère inflexion en 2022 (832,1 M USD), les stocks de devises étrangères ont commencé à décliner en 2021 (805,8 M USD) pour atteindre 588,6 M USD à la clôture de l'exercice 2023. Cette chute remarquable, à hauteur de 40,2 % en trois ans, s'est pour l'essentiel opérée au cours de l'année 2023. Les données de la Maldives Monetary Authority (MMA) révèlent ainsi trois paliers : les mois de juin (-40 M USD), septembre (-102,5 M USD) et octobre (-40,5 M USD). Les chiffres les plus récents affichent une nouvelle baisse de 37,5 M USD au mois de janvier 2024, portant le montant total des réserves à seulement 551,08 M USD. A ce stade, les réserves ne couvrent donc qu'environ 1,95 mois d'importations (3,38 Mds USD sur l'année 2023). C'est dans ces circonstances que le FMI a publié un communiqué de presse relatif à la mission Article IV effectuée aux Maldives en début d'année. Les cadres de la mission mettent en garde contre le risque d'insoutenabilité de la dette, malgré les perspectives de croissance attendues avec l'extension du terminal aéroportuaire de Velana et l'augmentation des capacités hôtelières de l'archipel.

## Népal

### Déficit commercial du Népal

Au cours des sept premiers mois de l'année budgétaire actuelle, le Népal fait état d'un déficit commercial de 6,1 Mds USD (-1,8% en glissement annuel), avec un volume global du commerce extérieur atteignant 7,4 Mds USD (-2,7% en glissement annuel).

Les importations du pays se sont chiffrées à 6,8 Mds USD (-2,3% en glissement annuel), tandis que les exportations ont atteint 654 M USD (-7,07% en glissement annuel).

L'Inde demeure le principal partenaire commercial du Népal, avec des importations s'élevant à 4,1 Mds USD et des exportations de 442 M USD, générant ainsi un déficit commercial de 3,7 Mds USD avec l'Inde au cours de la période considérée. De même, le Népal présente un déficit commercial de 1,2 Md USD avec la Chine, son deuxième plus grand partenaire commercial, avec des importations d'une valeur de 1,3 Md USD et des exportations totalisant 13 M USD.

Les États-Unis se distinguent comme le pays avec lequel le Népal enregistre l'excédent commercial le plus élevé. Au cours de la période considérée, les importations en provenance des États-Unis se sont élevées à 69,3 M USD, tandis que les exportations, principalement constituées de thé, de tapis et d'herbes médicinales, ont atteint 72 M USD, générant ainsi un excédent commercial de 2,7 M USD.

Le Népal affiche un déficit commercial avec d'autres pays tels que le Danemark, la Norvège, l'Afghanistan, les Maldives, entre autres. Les importations de produits pétroliers ont dominé la période couverte par le rapport, avec des chiffres de 584 M USD pour le diesel, 293 M USD pour l'essence et 228 M USD pour le gaz de pétrole liquéfié. Par ailleurs, des matériaux en fer d'une valeur de 171 M USD et des produits informatiques d'une valeur de 131 M USD ont été importés au cours de la période examinée.

## Pakistan

### L'Agence de notation Moody's international maintient la note à long terme du Pakistan à Caa3, avec des perspectives stables

Moody's annonce une probabilité de défaut plus élevée et un degré supérieur de risques d'investissement dans un contexte de fort endettement et de risques climatiques susceptibles d'augmenter les coûts économiques et sociaux induits. L'agence de notation considère que le service de la dette réduit les capacités du pays à engager des dépenses dans les infrastructures et dans des projets sociaux. Il y a un an, Moody's avait rétrogradé le Pakistan de Caa2 à Caa3. Le *Financial Times* et *The Economist* ont publié des articles alarmistes qui pourraient nourrir des positions spéculatives vis-du pays, lequel pâtit d'un risque de crédit très élevé, en raison de sa vulnérabilité financière externe.

### Le Pakistan obtient le report du prêt de 2 Mds USD de la Chine pour abonder les réserves de la Banque centrale (SBP - State Bank of Pakistan)

La SBP annonce qu'elle emprunte 2 Mds USD à la Chine à un taux d'intérêt de 7,1%. Ce prêt est un « roll-over » et succèdera donc à un prêt arrivant à échéance au début du mois de mars.

### Les impôts collectés en février 2024 par l'administration fiscale pakistanaise (le *Federal Board of Revenue* -FBR) ont été inférieurs de 33 Mds PKR à l'objectif déterminé en loi de finances

Le FBR a collecté 681 Mds PKR en février 2024, alors que l'objectif de perception de revenus pour ce mois était de 714 Mds PKR. En janvier 2024, le FBR avait déjà enregistré un manque à gagner de 9 Mds PKR. Le FBR a communiqué sur le fait que l'objectif global de perception fiscale depuis juillet 2023 était atteint et que la collecte de février 2024 était en augmentation de 32% en g.a.

## En 2022/2023, la Zakat aurait rapporté 2800 Mds PKR (10 Mds USD), soit 4% du PIB

Selon un rapport publié par l'*Institute of Policy Studies*, la zakat, l'aumône prescrite par l'islam qui est essentiellement versée après le ramadan et pendant la fête de l'Aid el Kebir (à l'occasion du grand pèlerinage) perçue au Pakistan représentait au cours des dernières années environ 40% des revenus budgétaires du pays. Ce sont aujourd'hui les fondations religieuses actives dans la charité (distribution de nourriture notamment), la santé et l'éducation qui collectent 80% de ce pactole.

## Exportations pakistanaises vers l'UE, vers une nouvelle baisse en 2023/2024 ?

Selon les statistiques pakistanaises, les exportations vers l'UE ont baissé de 7,54% depuis juillet 2023. Les exportations du pays se sont élevées en valeur à 2,393 Mds USD au cours des sept premiers mois de l'exercice budgétaire 2023/2024, contre 2,778 Mds USD au cours de la même période de l'année dernière.

Pendant cette période, seules les exportations vers l'Espagne (hors croissance de volumes très minimes de +1% des exports vers les pays de l'Europe centrale et orientale) ont connu une croissance de 5,67 % pour atteindre 856,4 MUSD, contre 810,461 MUSD l'année dernière.

On rappellera qu'au cours de l'année budgétaire 2022/2023, les exportations vers l'UE avaient déjà baissé -selon les statistiques pakistanaises- de 4,41 % à 8,188 Mds USD, contre 8,566 Mds USD au cours de l'exercice précédent.

## Croissance de 83 % des profits des banques pakistanaises en 2023, presque toutes les banques enregistrent des bénéfices historiques au cours de l'année

Selon une étude de la société d'investissement « *Arif Habib Research* », le secteur bancaire a enregistré en 2022/2023 des bénéfices en hausse de 83 % qui résultent (i) de l'augmentation du taux directeurs de 13,75% en juillet 2022 à 22% en juin 2023 ; (ii) de la croissance volumétrique des dépôts (24 %), soutenus par la diminution de 21 % des provisions et l'augmentation de 16 % des revenus hors intérêts au cours de l'année. Selon Arif Habib Research, le gouvernement ne parvenant pas à alimenter son budget par les impôts, il devrait continuer à avoir recours aux emprunts du Trésor, dans le sillage des emprunts de 4 200 milliards de roupies auprès des banques au cours du premier semestre (juillet-décembre) de l'exercice 2023/2024.

## La « GIG economy » pakistanaise connaît une crise grave depuis le début de l'année 2023/2024

Selon la Banque centrale (SBP- State Bank of Pakistan), la richesse produite par le secteur de l'information et de la communication aurait chuté de 3% au cours des sept premiers mois de l'année 2023/2024. Ont déposé leur bilan : Airlift, Jugnu et Jomo (dans le commerce électronique), Medznmore (dans la santé), Finja et TAG (dans la Fintech). 168 entreprises technologiques pakistanaises ont licencié 42324 employés de juillet 2023 à la fin février 2024. Bazaar a licencié 600 personnes, Dastgyr Cheetay et Swyft ont licencié environ 80 % de leur effectif. Deux des étendards de la gig-economy pakistanaise (Foodpanda et Daraz), sans doute les plus grandes entreprises de plateformes du pays, ont toutes deux procédé à des vagues de licenciements importantes depuis trois mois.

Les analystes suggèrent que plusieurs des chefs des entreprises opérant plus spécifiquement dans les technologies de l'information se seraient installés à Dubaï avec une partie de leurs employés pour ne pas courir le risque de perdre la totalité de leurs actifs alors qu'ils craignent une poursuite de la dégradation de la situation politique et économique.



## Gazoduc Pakistan-Iran : la construction du tronçon pakistanais du projet devrait bientôt commencer

Le Comité du Cabinet sur l'énergie (CCoE) et le *Special Investment Facilitation Council* (SIFC) ont approuvé le plan du gouvernement de construire le tronçon de 80 km de gazoduc jusqu'au port de pakistanais de Gwadar. La partie iranienne a terminé en 2013 la construction du gazoduc jusqu'à la frontière pakistanaise. La presse considère que ce projet ne peut pas faire l'objet de sanctions américaines. Selon les autorités pakistanaises, le parachèvement des travaux à l'horizon septembre 2024 devrait permettre au Pakistan d'éviter les 18 Mds USD de pénalités prévues du fait du retard pakistanais dans la construction de cette infrastructure.

## Sri Lanka

### Décision du Gouvernement de soutien aux TPE-PME

Le 26 février 2024, il a été décidé en Conseil des Ministres de suspendre la mise en œuvre des *parate actions*. Le terme renvoie à un dispositif hérité du droit néerlandais qui autorise les banques commerciales à céder immédiatement un bien qui avait été hypothéqué comme sûreté, sans décision judiciaire. Depuis 1990, ce procédé, qui était réservé à quelques banques publiques, avait été étendu à toutes les banques commerciales sri-lankaises. En l'état, le dispositif jouait donc en faveur des banques commerciales car il permettait de compenser le risque de défaut, d'autant plus important que la crise économique a engendré une hausse de la proportion de prêts non-performants (NPL). Supprimer ce mécanisme reviendrait donc à faciliter l'investissement et à préserver les TPE-PME au prix d'un risque plus élevé pour les banques. Or, en dépit de l'opposition ferme du gouverneur de la Banque centrale, c'est bien en ce sens que le Gouvernement a tranché, en suspendant les *parate actions* jusqu'au mois de décembre 2024. Dans le sillage de cette annonce, le Ministre de la Justice a annoncé sa volonté de mettre en place une autorité intermédiaire en charge de l'approbation des *parate actions* à l'issue de la suspension. Si une partie des observateurs décrie cette dynamique car pouvant engendrer une fragilisation du secteur bancaire sri-lankais, il convient de rappeler que le gouvernement a reçu il y a quelques semaines un prêt aux conditions IDA accordé par la Banque Mondiale pour un montant de 150 M USD destiné à renforcer le secteur bancaire, notamment en recapitalisant le mécanisme d'assurance des dépôts bancaires (*Sri Lanka Deposit Insurance Scheme*), géré par la Banque Centrale sri-lankaise (CBSL).

### Relations économiques entre Sri Lanka et l'Iran

La visite du Ministre des Affaires étrangères iranien Hossein Amir-Abdollahian à Colombo fut l'occasion de dresser un bilan de la coopération économique entre les deux pays. Le Premier Ministre sri-lankais Dinesh Gunewardena a notamment remercié l'Iran pour son soutien apporté au projet hydroélectrique d'Uma Oya, qui devrait augmenter la capacité électrique du pays de 120 MW. L'infrastructure devrait, de surcroît, fournir 145 millions de mètres cubes d'eau permettant d'irriguer environ 20 000 ha de terres. D'autre part, cette visite marquait l'entrée en vigueur de l'accord dit « *tea-for-oil* », signé en décembre 2021 par l'ancien Président Gotabaya Rajapakse. Cet accord permet à Sri Lanka de rembourser via ses exportations de thé les 250 M USD de dette sur les importations pétrolières contractées auprès de l'Iran.

Cet accord fait le jeu des deux pays en leur évitant de puiser dans leurs réserves de change, très faibles en Iran du fait des sanctions américaines accrues depuis 2019, et à Sri Lanka en raison de la crise économique et notamment du ralentissement du tourisme pendant la pandémie du Covid. L'équivalent de 20 M USD ont ainsi été remboursés par ce biais pour l'instant. Enfin, les parties prenantes ont annoncé leur volonté de coopérer à l'avenir sur les sujets liés à l'agriculture, à l'eau, à l'énergie, aux produits pharmaceutiques et aux nanotechnologies.

## Signature d'un accord entre le *United Petroleum Australia Pty Ltd* et le Sri Lanka

*United Petroleum Australia Pty Ltd* a signé un contrat avec le ministère de l'Énergie et de l'Électricité pour mettre en place un réseau de stations-service sur le marché sri-lankais, à l'instar des accords déjà conclus avec Sinopec (Chine) et RM Parks (USA). Le contrat a été signé lors d'un événement organisé par le ministère de l'Énergie, avec la participation du secrétaire du ministère, le Dr. Sulakshana Jayawardena, représentant le gouvernement sri-lankais, et de M. Eddie Hirsch, propriétaire de *United Petroleum Australia*. L'entreprise australienne a été sélectionnée après un appel d'offres gouvernemental visant à libéraliser le secteur pétrolier de détail. *United Petroleum* est une entreprise qui possède plus de 500 stations-service en Australie. Elle met l'accent sur la qualité, la sécurité et l'environnement. La société se verra attribuer 150 stations-service existantes et le droit d'ouvrir cinquante nouvelles stations-service. Pour ce faire, elle a créé une filiale au Sri Lanka, *United Petroleum Lanka Pvt Ltd*. Le Dr. Prabath Samarasinghe, ancien membre du Conseil d'administration de CEYPETCO, qui a travaillé dans l'industrie pétrolière, y est nommé directeur général.

## Nouvelle stratégie du Président de la République en faveur du développement économique et des investissements en infrastructure

Lors d'une réunion interministérielle au Secrétariat présidentiel, le Président Ranil Wickremesinghe a exposé sa vision pour le développement économique et l'investissement dans les infrastructures à Sri Lanka. Il a mis l'accent sur le développement des zones touristiques stratégiques dans la province de l'Est, la ville de Colombo, la région de l'ouest, ainsi que le « Greater Hambantota ». Le Président réaffirme le positionnement stratégique du port d'Hambantota comme un hub pivot pour le développement des infrastructures et la connectivité. Il a notamment évoqué les projets de liaison entre Hambantota et le port de Myanmar, avec des extensions jusqu'à Chongqing dans l'est de la Chine et vers l'Afrique.

Pour stimuler la croissance économique et attirer des investissements, des projets d'agrandissement du Port de Colombo ont été discutés. Par ailleurs, la coopération bilatérale avec l'Inde constitue également un sujet majeur, avec notamment le développement de Trincomalee comme une grande zone d'investissement. Le Président a annoncé la création d'un groupe de travail conjoint, qui se chargerait de la mise en œuvre des projets de développement à Trincomalee.

## Exploitation d'énergie éolienne offshore par des investissements privés

Le gouvernement sri-lankais a approuvé l'augmentation de la contribution des projets d'énergie renouvelable à grande échelle, suite à une étude de faisabilité réalisée par la Banque Mondiale. Cette étude a identifié les régions du Nord, de l'Ouest et du Sud-Est comme des emplacements privilégiés pour développer l'énergie éolienne *offshore*. Le développement du projet se fera grâce à des investissements du secteur privé. Cette décision marque la volonté du pays de diversifier ses sources d'énergie tout en réduisant sa dépendance aux combustibles fossiles.

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr)